

Nous sommes **orientés résultats**.

Nous avons une considération **égale** pour tous les partenaires potentiels : Gouvernement, société civile ou le secteur privé ; nous établissons **de fortes relations** avec les organisations les plus efficaces en matière de la réduction de la pauvreté.

NOS PRINCIPAUX PARTENAIRES D'APPUI (BÉNÉFICIAIRES)

SERVICE GOUVERNEMENTAUX

- SNHR (Service Nationale d'Hydraulique Rural)
- CPAEA (Comité Provincial d'Action de l'Eau et de l'Assainissement)
- REGIDESO Equateur
- Inspections Provinciales de l'Agriculture, pêche et Elevage (IPAPEL)

ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES

- ASJT (Association de Saint Joseph Travailleurs)
- UDPIIL (Union pour le Développement des paysans d'Ilanga)
- CODAFE (Coordination des associations Féminines de l'Equateur)
- Association pour le Développement Intégré (ADEI en sigle)
- Action de Lutte Contre la pollution des Sources et puits (ALSEP en sigle)
- CEPROMOR
- Comité de Réveil et d'Accompagnement des Forces Paysannes
- Conseil National des Organisations Non Gouvernementales de Développement (CNONGD)
- UNAPADEC (Union des Associations Paysannes pour le Développement Endogène et Communautaire)
- Association pour la promotion de la Femme de Lukula (APROFEL)
- Groupe de Maintenance de l'Hydraulique Rurale (GMHR)
- Levain de Masse
- Programme Régional de formation et d'échange pour le développement (PREFED en sigle)

NOS PRINCIPAUX PARTENAIRES STRATÉGIQUES

- FAO
- CIFOR
- Commission de l'Union Européenne
- UNICEF
- PAM
- PricewaterhouseCoopers
- Banque Africaine de Développement (Fond Forestier du Bassin du Congo)
- AGESFO
- Université de Kinshasa
- FACT Fondation Pays-Bas

La **SNV** est une Organisation Internationale Non Gouvernementale de droit Néerlandais qui intervient en RDC depuis 2005 à travers les bureaux de Kinshasa, de Mbandaka et de Matadi. Notre travail consiste à renforcer (par l'accompagnement, le conseil et la formation) les capacités des organisations et des institutions locales en vue d'améliorer leur performance dans leurs activités de développement durable, de réduction de la pauvreté et de l'amélioration de la gouvernance.

En 2011, la SNV RDC focalisera ses appuis dans les secteurs suivants :

- **Développement des filières agricoles** : filière paysanne de l'huile de palme, Riz, maïs, manioc et l'apiculture ;
- **L'amélioration de l'accès à l'eau potable, à l'hygiène et à l'assainissement** ;
- Amélioration de l'accès des populations défavorisées à **l'énergie propre et renouvelable**.

La bonne gouvernance, le genre et la lutte contre le réchauffement climatique sont des aspects transversaux mais centraux dans notre stratégie d'intervention.



Les valeurs que nous défendons sont à la base d'un développement durable.



Connecting People's Capacities



Bureau National et Portefeuille de KINSHASA
Avenue Colonel MONDJIBA n°1527 KINSHASA Ngaliema, +243 999305380

Portefeuille de l'EQUATEUR
Avenue VANGU n°14 Ville de MBANDAKA +243 999672852

Portefeuille du Bas Congo
Avenue de la Tortue n° 5 Quartier KIKANDA Ville de Matadi, +243 999672850

congo@snvworld.org
http://www.snvworld.org
http://www.snvworld.org/en/countries/Congo/Pages/default.aspx



République Démocratique du Congo

RAPPORT ANNUEL
2010



Connecting People's Capacities



Ressources humaines

Personnel conseil : **22**
Personnel d'appui : **14**
Nationaux : **26**
Internationaux : **10**

Ressources financières

- Budget prévu et approuvé : **2.604.585 €**
- Budget réalisé : **2.400.926 €**
- Taux de réalisation budgétaire : **92%**
- Subvention de base du Gouvernement des Pays-Bas : **2.403.835 € (92%)**
- Autres sources de financement : **200.750 € (8%)**

Activités de conseil et de renforcement des capacités

Nombre de jours conseil délivrés : **3 416**
Nombre de jour conseil délivrés par les conseillers SNV : **3 271**
Nombre de jours conseil délivrés à travers des consultants externes nationaux : **479**
Nombre de publications et d'études de cas : **16**
Nombre de séances de formation organisées : **10**
Nombre d'ateliers multi acteurs d'apprentissage organisés : **11**

LISTE DES ABREVIATIONS

APA	: Autorité Politico Administratives
BAD	: Banque Africaine de Développement
CIFOR	: Center for International Forestry Research
CNAEA	: Comité Provincial d'Action de l'Eau et Assainissement
COD	: Congolese Oil and Derivatives
ICRAF	: Centre international pour les recherches agro forestières
CPAEA	: Comité Provincial d'Action de l'Eau et Assainissement
CRONGD	: Coalition des Réseaux d'Organisation Non Gouvernementale
DGIS	: Directorate General International Development Cooperation (Netherlands)
FACT Foundation	: Fuels from Agriculture in Communal Technology
FAO	: Food and Agriculture Organisation
FEPROHPALM	: Fédération des Producteurs d'Huile de Palme
LCBs	: Local Capacity Builder
OMD	: Objectifs du Millénaire pour le Développement
ONGD	: Organisation Non Gouvernementale de Développement
OP	: Organisation Paysanne
ORIO	: Facility for Infrastructure Developments
PDE	: Plan de Développement d'Entreprise
PFNL	: Produits Forestiers Non Ligneux
RDC	: République Démocratique du Congo
REDD	: Réduction des Emissions de la Déforestation et la Dégradation
SNHR	: Service Nationale d'Hydraulique Rurale
SNV	: Organisation Néerlandaise de Développement
UE	: Union Européenne
UNICEF	: United Nations Children Fund
WASH	: Water Sanitation and Hygiene (Eau, Hygiène et Assainissement)

NOTRE EQUIPE 2010



PRINCIPAUX RESULTATS DE NOS APPUIS CONSEIL SECTEUR EAU, HYGIENE ET ASSAINISSEMENT

- Le Comité National d'Action de l'Eau et Assainissement (CNAEA) ainsi que ses démembrés provinciaux (CPAEA) de l'Equateur, du Bas-Congo et de Kinshasa ont été renforcés dans leur rôle de coordination et de promotion du secteur; CNAEA a organisé une journée porte ouverte sur l'eau et l'assainissement qui a rassemblé plusieurs acteurs de ce secteur aussi bien du secteur public que privé. Cet événement a permis de sensibiliser les acteurs sur les problèmes qui se posent ainsi qu'aux opportunités d'investissement qui existent dans ce secteur. Les capacités des comités provinciaux à coordonner le secteur ont été également améliorées notamment en matière de planification stratégique et de suivi évaluation.
- Dans la province de l'Equateur, l'appui à la REGIDESO a permis d'améliorer ses systèmes de gestion internes. Le système de recouvrement de ses coûts à travers la mise en place d'un système de gestion privée des bornes fontaines dans la ville de Mbandaka est en cours de mise en place avec la banque mondiale. La SNV soutient la REGIDESO dans la mise en place des comités de gestion, la maintenance etc. Ceci permettra, à la longue, d'accroître l'accès à l'eau potable par la population de la ville de Mbandaka et d'assurer la viabilité et la durabilité des services de la REGIDESO.
- L'appui que nous avons donné à la SNHR dans les provinces de l'Equateur et du Bas-Congo a contribué à l'amélioration de leurs capacités en planification et en gestion des projets. La SNHR suit et assure l'entretien et la maintenance d'au moins 94 systèmes de pompe hydrauliques dans la province de l'Equateur.
- 26 organisations partenaires du programme « Villages et Ecoles assainis » piloté par UNICEF ont été appuyées. Elles ont analysé / diagnostiqué leurs capacités à mettre en œuvre ce programme et ont conçu des plans spécifiques et individualisés de renforcement de ces capacités. La mise en œuvre de ces plans est en cours avec l'accompagnement de la SNV dans le cadre de notre partenariat avec UNICEF ([http : //www.unicef.org/drcongo/french/wes_846.html](http://www.unicef.org/drcongo/french/wes_846.html)). Grâce à l'amélioration des capacités d'exécution du projet (planification participative, la gestion des finances, gestion de la qualité, suivi et d'évaluation, etc.) de ces partenaires de mise en œuvre, nous contribuerons à l'augmentation sensible du nombre de villages et d'écoles certifiés 'assainis' en 2011 et par conséquent, du nombre de population ayant accès à l'eau potable et aux services d'assainissement.
- Dans la province de l'Equateur, 620 ménages et 6005 étudiants ont amélioré leurs connaissances sur les mécanismes de transmission des maladies hydriques et sont mieux équipés pour éviter de contracter ces dernières. 215 animateurs communautaires et 133 enseignants sont formés et sont en mesure d'étendre ce processus à d'autres villages et écoles. 6 ONGD ont été formés en techniques de construction des systèmes d'assainissement efficaces et durables.



SECTEUR AGRICULTURE

En 2010 nous avons focalisé nos appuis au développement de la filière huile de palme dans deux provinces. Nous avons spécifiquement amélioré l'organisation des producteurs, les techniques de production et de transformation notamment en introduisant des technologies améliorées telles que les presses. Nous avons également amélioré la connaissance du marché par les opérateurs de cette filière notamment en mettant en place un système d'information du marché (SIM). Le SIM permet aux petits producteurs de connaître les prix du marché en temps réel et d'optimiser ainsi leur revenu notamment en évitant d'être 'exploités' par des intermédiaires basées à Kinshasa lors de la vente de leur huile de palme. Les producteurs d'huile de palme du Bas-Congo sont désormais organisés en une plateforme entrepreneuriale dénommée Fédération des Producteurs d'Huile de palme (FEPROHPALM en sigle). elle regroupe plus de 16.000 membres. Ces derniers paient régulièrement leurs frais d'adhésion au moyen d'un système téléphonique novateur développé par la SNV en partenariat avec AIRTEL. La fédération est désormais en mesure d'entrer dans un dialogue gagnant gagnant avec le gouvernement et d'engager des partenariats avec des entreprises industrielles telles que le COD ou la MARSAVCO. Au moins 5 organisations membres (OP) disposent d'un système comptable et d'un système de suivi-évaluation fiables.



Un inventaire des bailleurs de fond potentiel a été réalisé et au moins 20.000 Dollars ont été mobilisés pour financer la filière à travers les différentes ONG et OP. Plusieurs formations ont été données aux organisations membres (comptabilité, organisation, entrepreneuriat, etc.)

FORET : Filière miel et autres produits forestiers non ligneux

- Nous avons appuyé de nombreux exploitants de plusieurs produits non ligneux (miel, Gnetum communément appelé mfumbwa, nattes, Safu, Rotins) à s'organiser en petites entreprises et à élaborer des plans de développement d'entreprises (PDE). Nous les avons aidés à mieux s'organiser, à améliorer leurs compétences entrepreneuriales et l'accès à l'information du marché grâce à la mise en place du SIM à travers les radios communautaires en partenariat avec le réseau des radios communautaires (REMACOB). Ce soutien a été réalisé dans le cadre d'un projet financé par l'Union Européenne (GCP/RAF/408/EC) mis en œuvre en partenariat avec ICRAF, FAO, CIFOR. Ce programme a pris fin en Décembre 2010 et son évaluation a démontré un impact réel sur les revenus des populations défavorisées vivant des produits

forestiers ([http : //www.fao.org](http://www.fao.org)). Ces opérateurs ne travaillent plus de façon dispersées mais en associations structurées et gèrent d'une manière durable les ressources forestières. Dans la province de l'Equateur, ces acteurs ont pour la première fois, mis en place une caisse d'épargne, prélude à la mise en place d'un système de micro finance leur permettant d'accéder au crédit afin de développer leurs entreprises.

- 450 commerçants des Produits forestiers Non ligneux (PFNL) cités plus haut se sont organisés en 45 associations entrepreneuriales et ont amélioré leurs pratiques de commercialisation. Ils ont fait usage de la radio et du téléphone sur base des SIM pour un meilleur accès à des marchés plus importants (à Mbandaka, à Matadi et Kinshasa) et ont amélioré ainsi leurs bénéfices. Dans la chaîne de valeur du miel, 200 producteurs de miel ont mis en place une coopérative (les producteurs de miel de Mayombe) et ont amélioré leur production et leur accès au marché; 50 apiculteurs ont élaboré leurs PDE et ont été formés aux techniques modernes de production et de transformation. Des formations en comptabilité, entrepreneuriat, etc. ont été données à plusieurs opérateurs.
- Trois foires commerciales ont été organisées dans les trois provinces et ont permis de mettre en contact les opérateurs des PFNL avec les services publics, les commerçants grossistes, les bailleurs de fonds, etc. Ces foires ont également permis de montrer la valeur économique et les potentialités d'investissement encore inconnues y compris des services économiques du gouvernement et du secteur privé. Les autorités administratives se sont engagés à améliorer l'environnement d'affaires de ces petites entreprises des PFNL (fiscalité exagérée, réduire les tracasseries, etc.)
- Nous avons menées des études de base afin de démarrer des interventions dans les filières manioc, Riz et Maïs à partir de janvier 2011 dans le cadre de la sécurité alimentaires.

Energies renouvelables et changement climatique

Nous sommes sur la phase de cadrage et nos activités seront intensifiées dans ce secteur à partir de janvier 2011. Nous avons accru notre connaissance du secteur et nous avons commencé un partenariat avec le Ministère National chargé de l'Energie, visant à l'élaboration du cadre institutionnel susceptible d'attirer les investissements privés dans le secteur. Un partenariat intéressant est également en cours d'élaboration avec Fact Fondation ([http : //www.fact-foundation.com/](http://www.fact-foundation.com/)), une organisation non gouvernementale hollandaise pour mettre en œuvre un projet pilote d'utilisation de l'huile de palme artisanale brute pour générer de l'électricité. Ce projet vise la fourniture d'électricité à plus de 9.000 personnes dans une région isolées de la province de l'Equateur.

Dans cadre de REDD et changement climatique, un appui a été donné aux organisations de la société civile pour améliorer leur capacité à s'impliquer dans le processus REDD en RDC. Certaines d'entre elles ont été soutenues dans leur participation à la conférence de Cancun.

Un partenariat a été signé entre la Banque Africaine de Développement (BAD) d'une part et le consortium composé de la SNV et du PricewaterhouseCoopers (PwC) d'autre part pour la gestion du fond Forestier du bassin du Congo (FFBC) ([http : //www.afdb.org/fr/news-and-events/article/congo-basin-forest-fund-signs-management-agency-contract-7743/](http://www.afdb.org/fr/news-and-events/article/congo-basin-forest-fund-signs-management-agency-contract-7743/)). Le consortium a la responsabilité de la gestion du fond et de l'appui aux organisations bénéficiaires du fond. Ce partenariat qui a démarré en fin 2010 va s'intensifier en 2011.